



CONFERENCE THEMATIQUE Géopolitique du Sahel

Président de séance

Charles JOSSELIN, vice-président du conseil général des Côtes-d'Armor, représentant spécial du président de Cités Unies France

L'appellation Sahel renvoie à un espace considérable, avec une densité de population faible et des richesses très importantes. Cela tend, entre autre, à être une des causes des multiples problèmes que rencontre cet espace qui a été profondément marqué par la colonisation et par la déstabilisation des autorités traditionnelles. C'est un espace qui connaît surtout une actualité tragique, fortement impactée par « les printemps arabes » avec des relations de causalités entre la Libye et le Mali.

Nous avons donc obligation de nous intéresser collectivement à cette partie du monde car notre sécurité collective, pour une part, dépend de la capacité qu'aura cette région à trouver son équilibre. Actuellement, presque la moitié de nos coopérations sont physiquement empêchées à cause de cette situation. C'est dire l'importance d'inscrire ce dossier à notre agenda.

Intervenants

Taoufik BOURGOU, maitre de conférences en science politique à l'Université Lyon 3 – Jean Moulin, spécialiste du risque

Définir les limites de l'espace Sahel est une question à laquelle nous devons trouver réponse. C'est un espace très vaste, désertique à 20%, montagneux, et aussi fortement aride. Il comporte deux axes : de l'Atlantique jusqu'à la mer Rouge et de l'Afrique subsaharienne jusqu'à l'Afrique du Nord. C'est aussi un espace où la distribution spatiale des richesses (terres arables, ressources minières, eau) montre des déséquilibres entre et à l'intérieur même des Etats. C'est également un espace de communication, scindé en deux types : les voies répertoriées qui sont les anciennes routes caravanières et celles qui ne sont connues et contrôlées que par une partie des habitants de cet espace. Ce dernier est donc surtout traversé par des lignes de fracture qui sont à la fois politiques, économiques, ethniques et religieuses.

Travailler à leur effacement sera un des challenges pour la construction d'une attractivité dans cet espace.

De plus, de nombreux acteurs sont en présence, accentuant la problématique sécuritaire. Il y a d'abord les acteurs non-étatiques qui sont des groupes combattants : Ansar Dine, le MUJAO, AQMI, BokoHaram, le MNLA pour ne citer qu'eux. Il y a ensuite les Etats riverains qui sont des acteurs politiques : la Mauritanie, le Mali, le Niger, l'Algérie, la Libye, la Tunisie, le Soudan, le Tchad, le Burkina Faso. Enfin, sont également présents dans la zone les acteurs extérieurs : la France, acteur majeur en termes d'implication sécuritaire et économique ; les Etats-Unis qui manifestent un intérêt à la fois militaire et économique ; la Chine, enfin, qui a travers un certain nombre de politiques d'aides, de construction d'infrastructures, cherche à s'implanter durablement.

Ainsi, le manque de moyens des Etats pour le contrôle de cet espace, les inégalités d'accès aux ressources, en particulier naturelles et économiques, sont des clefs de compréhension de la situation politique actuelle. En conséquence, l'attractivité de ces territoires ne sera possible que dans le cadre d'un volet de sécurisation au sens militaire et politique du terme. Il faudra également créer un climat propice aux affaires, avec l'aménagement d'infrastructures notamment. Enfin, une complémentarité entre l'ensemble de ces Etats saharo-sahéliens permettra de rendre cet espace plus attractif.

André BOURGEOT, directeur de recherche au Laboratoire d'anthropologie sociale du CNRS

À partir de 2005, la souveraineté et l'autorité de l'Etat malien ne s'exercent plus sur le septentrion. C'est en effet l'année où des éléments djihadistes du GSPC algérien, Groupe salafiste pour la prédication et le combat, se réfugient dans la partie saharienne du Mali suite à leur démantèlement : il y a alors une véritable sanctuarisation de ces groupes armés narco-djihadistes. C'est le cas d'AQMI (Al Qaeda au Maghreb islamique) en 2007 : il s'implante d'une manière structurelle, géographique et sociale dans cet espace, notamment en s'insérant par le mariage avec des femmes Maures et Touaregs. Deux ans plus tard, on constate un essor particulièrement prégnant de l'acheminement de la cocaïne. Cela crée les conditions de pratiques mafieuses, institutionnalisant ainsi les processus de corruption au niveau des appareils d'Etat. S'opèrent alors des démembrements territoriaux, comme avec AQMI contrôlant la zone de Tombouctou. À partir de 2010-2011 un nouveau mouvement, le Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest apparait. Celui-ci cherche à contrôler, grosso modo, l'espace politique de la CEDEAO. Enfin, la troisième entité religieuse salafiste djihadiste, Ansar Dine El Salafiya, a elle une implantation locale et un caractère spécifiquement ethnique puisque sa composition est en majorité touareg. Ainsi se mettent en place de nouvelles stratégies de contrôles territoriaux, une grande partie du territoire national étant dorénavant contrôlée par des groupes armés narco-djihadistes.

Ces réorganisations territoriales entraînent des déstabilisations politiques et territoriales, notamment en Algérie avec l'attentat d'In Amenas et en Mauritanie à la suite de l'opération Serval. Ces processus de démembrement des territoires nationaux sont assortis de nouvelles

revendications politiques qui ont pour objectif la mise en place de territoires indépendants. On assiste à une montée de l'ethnisation du politique, voire une tribalisation, « un émiettement dû à une pluralité de clans » pour le leadership local, et aussi à des formes de militarisation du Sahara.

Ainsi, toutes ces transformations structurelles actuellement en œuvre ne permettent plus de définir un Sahel tel qu'on pouvait le définir avant. Cela veut dire qu'il y a, depuis un moment déjà, un problème de gestion des frontières par les autorités étatiques. Une décentralisation approfondie serait peut-être alors une alternative aux revendications d'autonomie locale.

Trois idées clefs :

- ➔ La notion de Sahel ne renvoie pas aux réalités concrètes de cet espace : il serait donc plus opportun de parler d'espace sahélo-saharien ;
- ➔ On assiste à un démembrement des territoires car les Etats n'assurent plus leur contrôle. Ils sont alors remplacés par des groupes armés djihadistes, narcotrafiquants, qui revendiquent l'indépendance de ces territoires ;
- ➔ Pour rendre (de nouveau) ces territoires attractifs, les Etats doivent avant tout assurer la stabilité politique et la sécurité nationale.